

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 28/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCI JL IMMO

**37 C Rue BIZOT
21130 Les MAILLYS**

Références : 2025-002
Code AIOT : 0005401548

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/12/2024 sur le site implanté Route d'Esbarres 21470 Brazey-en-Plaine propriété de la société SCI JL IMMO. L'inspection a été annoncée le 21/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection fait suite à la visite du site du 6 novembre 2024.

La visite avait été réalisée dans le cadre de la gestion de la pollution des eaux souterraines par la société CALDIC FRANCE.

Lors de cette visite, l'inspection avait entre autres constaté :

- que le site avait été vendu le 14 mars 2024 à la société SCI JL IMMO, avant que la cessation d'activité ICPE du site ne soit régulièrement prononcée ;
- que l'ensemble des plaques ondulées fibrociment de la façade et du toit du bâtiment à usage d'entrepôt avait été retiré ;
- qu'un second bâtiment, dont il ne restait que l'ossature, présentant des bétons pollués au PCB, n'était plus présent ;

- que des terres végétales avaient été déplacées et mises en tas ;
- que l'ancienne rétention des solvants chlorés n'était plus présente ;
- la mise en place de graviers sur une partie du terrain dans le but d'en faire une plate-forme de stockage ;

Suite à cette visite, l'inspection a reçu différents éléments venant justifier que les opérations susmentionnées sont de la responsabilité du nouveau propriétaire.

Cette inspection avait donc pour but de contrôler la gestion des déchets générés par ces différents travaux et l'application par le nouveau propriétaire de la réglementation relative au changement d'usage sur un ancien site ICPE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCI JL IMMO
- Route d'Esbarres 21470 Brazey-en-Plaine
- Code AIOT : 0005401548
- Régime : NC
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site a accueilli la société Caldic France qui a exploité un site de stockage et de conditionnement de produits liquides toxiques, inflammables et dangereux pour l'environnement sur la commune de Brazey-en-Plaine.

Le dossier de cessation fait, entre autres, état d'une compatibilité, au vu des hypothèses retenues, pour un usage industriel.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|---|--|-----------------------|
| 1 | Gestion des déchets amiantés | Code de l'environnement du 19/12/2010, article L. 541-2 | Mise en demeure, déchets | 3 mois |
| 2 | Gestion des bétons du bâtiment démolis | Code de l'environnement du 19/12/2010, article L. 541-2 | Demande de justificatif | 1 mois |
| 4 | Changement d'usage - ATTES-ALLUR | Code de l'environnement du 14/03/2024, article R.556-1 | Demande d'action corrective | 2 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-----------------------------|---|-------------------|
| 3 | Gestion des terres excavées | Code de l'environnement du 12/02/2020, article L. 541-7 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté que les sociétés SCI JL IMMO et FRANCE CHAPE ne respectent pas les prescriptions du Code de l'environnement en matière de gestion de déchets et plus particulièrement vis-à-vis de la gestion des déchets amiantés.

De plus, Monsieur TACHIN, gérant de la société SCI JL IMMO, a expliqué que la démolition du second bâtiment aurait été réalisée par la société CURE-EMBALLAGE sans pouvoir le justifier, alors même que la société CURE-EMBALLAGE est gérée par la HOLDING TACHIN, dont le gérant n'est autre que monsieur TACHIN.

L'inspection propose donc que la société SCI JL IMMO, en tant que producteur des déchets, soit mise en demeure de les gérer conformément aux prescriptions du Code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des déchets amiantés

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/12/2010, article L. 541-2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Déchets |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L. 541-2 du code de l'environnement <i>"Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre. Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers. Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge."</i></p> <p>L. 541-1-1 du code de l'environnement <i>"[...]</i> Gestion des déchets : le tri à la source, la collecte, le transport, la valorisation, y compris le tri, et, l'élimination des déchets et, plus largement, toute activité participant à l'organisation de la prise en charge des déchets depuis leur production jusqu'à leur traitement final, y compris la surveillance des installations de stockage de déchets après leur fermeture, conformément aux dispositions relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que les activités de négoce ou de courtage et la supervision de l'ensemble de ces opérations ; Producteur de déchets : toute personne dont l'activité produit des déchets (producteur initial de déchets) ou toute personne qui effectue des opérations de traitement des déchets conduisant à un changement de la nature ou de la composition de ces déchets (producteur subséquent de déchets) ; Détenteur de déchets : producteur des déchets ou toute autre personne qui se trouve en possession des déchets ; <i>[...]"</i></p> <p>En application du 1^{er} alinéa du L. 541-2 tout détenteur de déchets doit notamment respecter :</p> <p>L. 541-7 du code de l'environnement : <i>« I.-Les personnes qui produisent, importent, exportent, traitent, collectent, transportent ou se livrent à des opérations de courtage ou de négoce des déchets tiennent à disposition de l'autorité administrative toutes informations concernant :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>1° La quantité, la nature et l'origine des déchets qu'elles produisent, remettent à un tiers ou prennent en charge ;</i> |

- 2° La quantité de produits et de matières issus de la préparation en vue de la réutilisation, du recyclage ou d'autres opérations de valorisation de ces déchets ;
- 3° Et, s'il y a lieu, la destination, la fréquence de collecte, le moyen de transport et le mode de traitement ou d'élimination envisagé pour ces déchets.

[...] »

L. 541-7-1 du code de l'environnement :

« Tout producteur [...] de déchets dangereux est tenu d'emballer ou de conditionner les déchets dangereux et d'apposer un étiquetage sur les emballages ou contenants conformément aux règles internationales et européennes en vigueur. »

R. 541-43 du code de l'environnement :

« [...] A compter du 1er janvier 2022, ces personnes [Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux] transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. »

R. 541-45 du code de l'environnement :

« Toute personne qui produit des déchets dangereux [...] et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau qui accompagne les déchets »

Constats :

Historique :

La société SCI JL IMMO (SIRET 90804690700014) devient propriétaire des parcelles AE-092 et ZW-131 sur le territoire de la commune de Brazey-en-Plaine le 14 mars 2024 de l'ancien site de la société CALDIC.

L'acte de vente précise que :

"Un diagnostic révélant la présence d'amiante a été établi par la société QUALICONSULT Immobilier.

D'un commun accord entre les parties ci-dessus dénommées, il a été convenu que le coût de ce désamiantage dont le devis est demeuré annexé aux présentes sera à la charge de la Société JL IMMO qui s'engage à supporter cette obligation de désamiantage [...]"

Est également annexé à l'acte de vente le rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique amiante n°886070 du 20 décembre 2021, celui-ci fait entre autres mention du fait que les plaques en fibrociment des façades, de certains plafonds et de la toiture de l'entrepôt contiennent de l'amiante et rappelle l'obligation de faire appel à une entreprise certifiée pour le retrait ou le confinement.

Visite :

Lors de la visite, le représentant de la société SCI JL IMMO (SIRET 90804690700014) a informé l'inspection :

- avoir réalisé seul les opérations de dépose des plaques de fibrociment de l'entrepôt ;
- avoir placé ces plaques sur des palettes ;
- avoir emballé ces palettes avec un film plastique ;

- avoir transféré l'ensemble des palettes vers un site exploité par la société FRANCE CHAPE (SIREN 903807550) ;
- ne pas être en mesure de communiquer la quantité (tonnage) de déchets amiantés produit en application de l'article L 541-7 du Code de l'environnement.
- ne pas avoir émis de bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets en application de l'article R. 541-45 du code de l'environnement.

Le représentant de la société SCI JL IMMO a informé que la surface au sol de l'entrepôt est d'environ 1600 m², entièrement recouvert de plaque en fibrociment amiantés.

Le poids d'une plaque fibrociment est d'environ 1,3 kg par mètre carré. L'inspection des installations classées conclut donc que le représentant de la société SCI JL IMMO a produit plus d'une tonne de déchets amiantés.

Les déchets d'amiante sont classés dans l'annexe de la décision 2000/532/CE de la Commission du 3 mai 2000 selon les codes suivants (pour les déchets issus de travaux de construction, réhabilitation, rénovation, démolition, y compris déblais provenant de sites contaminés) :

- 15 02 02* : Absorbants, matériaux filtrants (y compris les filtres à huile non spécifiés ailleurs), chiffons d'essuyage et vêtements de protection contaminés par des substances dangereuses ;
- 17 06 01* : Matériaux d'isolation contenant de l'amiante ;
- 17 06 03* : Autres matériaux d'isolation à base de ou contenant des substances dangereuses ;
- 17 06 05* : Matériaux de construction contenant de l'amiante ;
- 17 05 03* : Terres et cailloux contenant des substances dangereuses.

Conformément à l'article R. 541-8 l'ensemble de ces déchets sont donc classés comme déchets dangereux.

En application du dernier alinéa de l'article L. 541-2 du Code de l'environnement, le représentant de la société SCI JL IMMO devait remettre ses déchets à une installation autorisée à les prendre en charge.

Or la société FRANCE CHAPE n'est pas, à ce jour, autorisée à recevoir des déchets dangereux sur son site, y compris pour du simple transit.

NON CONFORMITÉ

- La société SCI JL IMMO n'a pas respecté les prescriptions de l'article L.541-2 du code de l'environnement en remettant des déchets dangereux à une installation non autorisée à les prendre en charge ;
- L'inspection a constaté qu'à ce jour le représentant de la société SCI JL IMMO n'a pas transmis les données de traçabilité au registre national des déchets en application du II de l'article R.541-43 ;
- La société SCI JL IMMO n'est pas en mesure de tenir à disposition de l'autorité administrative toutes les informations prévues à l'article L. 541-7 du Code de l'environnement ;
- La société SCI JL IMMO a remis des déchets dangereux à la société FRANCE CHAPE sans émission d'un bordereau électronique de suivi de déchet conformément à l'article R. 541-45 du Code de l'environnement.

Le représentant de la société FRANCE CHAPE (SIREN 903807550), a donné accès à son site sur le territoire de la commune de Brazey-en-Plaine (parcelle ZW-143). Ce site n'est pas autorisé au titre des installations classées pour le transit de déchets dangereux.

L'inspection a constaté la présence :

- de plus de 100 palettes contenant un nombre variable de plaques de fibrociment (cf photos) ;
- 2 caisses en bois qui au dire de la société SCI JL IMMO contiendraient des morceaux de fibrociment amianté (cf photo : 20241203_141553_plaque_amiante) ;
- 2 grands récipients vrac (GRV) qui au dire de la société SCI JL IMMO contiendraient des morceaux de fibrociment amianté (cf photo: 20241203_141544_plaque_amiante) ;
- la présence de certaines palettes non complètement emballées et de morceaux de plaques fibrociment, susceptibles de tomber et polluer les sols (cf. photo : 20241203_141211_plaque_amiante) ;
-

La société SCI JL IMMO a confirmé que c'était elle qui avait conditionné les déchets amiantés et les avait transportés jusqu'au site de la société FRANCE CHAPE.

L'inspection a constaté l'absence de marquage sur les différents « colis » contenant les déchets amiantés, notamment l'absence de l'étiquette prescrite à l'annexe I du décret n°88-466 du 28 avril 1988, ou tout autre marquage notamment prescrit par la réglementation relative au transport de matières dangereuses. Les sociétés SCI JL IMMO et FRANCE CHAPE ont confirmé qu'elles n'ont effectué aucun étiquetage.

NON CONFORMITÉ

- La société SCI JL IMMO en tant que producteur n'a pas apposé les étiquetages réglementaires sur les emballages en application de l'article L. 541-7-1 du Code de l'environnement ;

Au vu des éléments ci-dessus et de la dangerosité des déchets amiantés, l'inspection des installations classées propose de mettre en demeure au titre de l'article L. 541-3 du code de l'environnement la société SCI JL IMMO d'effectuer les opérations de gestion des déchets en se conformant à la réglementation en vigueur.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, déchets

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Gestion des bétons du bâtiment démolis

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/12/2010, article L. 541-2

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

"Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre.

Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.

Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge."

En application du 1er alinéa du L. 541-2 tout détenteur de déchets doit notamment respecter :

L. 541-7-1 du code de l'environnement :

« Tout producteur [...] de déchets dangereux est tenu d'emballer ou de conditionner les déchets dangereux et d'apposer un étiquetage sur les emballages ou contenants conformément aux règles internationales et européennes en vigueur. »

Constats :

Historique

Le 22 octobre 2020, lors de la visite du site, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement avait constaté la présence d'un second bâtiment dont il ne restait que l'ossature (cf. photo : 20201022_100815_Présence_bâtiment).

L'acte de ventes des parcelles AE-092 et ZW-131 sur le territoire de la commune de Brazey-en-Plaine au profit de la SCI JL IMMO (SIRET 90804690700014) en date du 14 mars 2024 mentionne entre autres :

« [...]

Une propriété à usage industriel située à BRAZEY-EN-PLAINE (21470), 13 route d'Esbarres , Zone industrielle, comprenant :

[...]

2°) Un second bâtiment dont il ne reste que l'ossature.

[...]

L'acquéreur déclare avoir visité les lieux à sa convenance et dispense le vendeur d'une plus ample désignation ou d'autres précisions concernant leur consistance.»

Est également annexé à l'acte de vente le rapport « diagnostic de qualité des bétons sur les bâtiments destinés à être démolis » N° R21-21039-V1 du 26 mars 2021 qui met entre autres évidence des teneurs en PCB de 2,2 mg/kg MS à 7,7 mg/kg MS.

Le bureau d'études mentionne dans son rapport qu'en cas de gestion hors site, les bétons pollués aux PCB doivent être évacués vers des installations de stockage de déchets dangereux.

Visite

Lors de la visite du 3 décembre 2024, l'inspection a constaté l'absence de l'ancien bâtiment qui recevait le stockage vrac des substances chimique, y compris de la dalle béton constituant son sol (cf. photo : 20241203_143549_absence_batiment).

La société SCI JL IMMO a informé l'inspection des installations classées que ce bâtiment aurait été démolé par la société CURE-EMBALLAGE (Siret : 422 669 481 00018) pendant la période où celle-ci était locataire du terrain. Cependant la société SCI JL IMMO n'a pas été en mesure de justifier ce point.

À ce titre et sans élément justificatif complémentaire, la société SCI JL IMMO reste responsable du devenir du bâtiment et des déchets générés par sa déconstruction.

La société SCI JL IMMO a informé l'inspection, sans pouvoir présenter de justificatif, que l'ensemble des déchets de la déconstruction de ce bâtiment aurait été utilisé pour remblayer la zone située au droit du bâtiment lui-même.

L'inspection a constaté que le niveau du sol au droit du bâtiment se trouvait au même niveau que les sols immédiatement limitrophes.

À ce jour, ni la société SCI JL IMMO, ni la société CURE-EMBALLAGE n'ont été en mesure de justifier le devenir des déchets de déconstruction.

NON CONFORMITÉ

- La société SCI JL IMMO n'est pas en mesure de tenir à disposition de l'autorité administrative toutes les informations prévues à l'article L. 541-7 du Code de l'environnement relatives aux déchets de déconstruction.

Demande à formuler à la suite du constat :

La société SCI JL IMMO transmettra l'ensemble des éléments justifiant la gestion des déchets générés par la déconstruction du bâtiment.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Gestion des terres excavées

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/02/2020, article L. 541-7

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

"[...]

II.-Sans préjudice du I du présent article, les personnes qui produisent, importent, exportent, traitent, collectent, transportent ou se livrent à des opérations de courtage ou de négoce des terres excavées et des sédiments tiennent à disposition de l'autorité administrative toutes informations concernant :

1° La quantité, la nature, l'origine de ces terres excavées et sédiments et leur destination ;

2° Et, s'il y a lieu, le moyen de transport et le mode de traitement ou d'élimination envisagé.

Sont concernés par le présent II les terres excavées et les sédiments dès lors qu'ils sont extraits de leur emplacement d'origine et ne sont pas utilisés sur le site même de leur excavation, qu'ils aient ou non le statut de déchet.

Ces informations sont déclarées à l'autorité administrative à compter du 1er janvier 2021 pour :

a) Les personnes qui produisent des terres excavées et sédiments ;

b) Les personnes qui traitent des terres excavées et sédiments, y compris les personnes les utilisant en remblayage.

III.-Les informations obtenues en application des I et II du présent article sont mises à la disposition des autorités de contrôle mentionnées à l'article L. 541-44 du présent code."

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté la présence sur site de tas de terre végétale.

Ces tas proviendraient, selon la société SCI JL IMMO, d'opération de nivellement et de mise en place de gravier afin de faciliter les accès des véhicules sur le site.

La société SCI JL IMMO a informé l'inspection que ces terres excavées n'ont pas vocation à rester sur le site et doivent être évacuées.

L'inspection a constaté des morceaux de béton mélangés aux terres, elle attire l'attention de la la société SCI JL IMMO sur le fait qu'il est envisageable que certains de ces bétons contiennent de l'amiante.

L'inspection a rappelé à la société SCI JL IMMO ses obligations en matière de gestion des terres excavées. L'inspection a également rappelé qu'au vu du contexte historique du site et de la pollution au solvant chloré des eaux souterraines, il était particulièrement important que les terres soient correctement caractérisées avant évacuation vers une filière autorisée à les recevoir en tant que déchets. La société SCI JL IMMO disposant des rapports de diagnostic, notamment le rapport A83137/A de février 2016, annexé à l'acte de vente.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Changement d'usage - ATTES-ALLUR

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/03/2024, article R.556-1

Thème(s) : Situation administrative, Compatibilité des usages

Prescription contrôlée :

"Lorsqu'un maître d'ouvrage est à l'origine d'un changement d'usage dans les conditions définies par l'article L. 556-1, il définit, le cas échéant sur la base d'une étude de sols comprenant les éléments mentionnés à l'article R. 556-2, les éventuelles mesures de gestion de la pollution des sols, y compris les eaux souterraines, qui permettent d'assurer la compatibilité entre l'état des sols et la protection des intérêts mentionnés au premier alinéa de l'article L. 556-1, au regard du nouvel usage projeté. Dès lors que l'un des nouveaux usages projetés est un usage d'accueil de populations sensibles, au sens du 6° du I de l'article D. 556-1 A, le maître d'ouvrage à l'initiative du changement d'usage transmet, pour information, l'attestation prévue à l'article L. 556-1 à l'inspection des installations classées et à l'Agence régionale de santé dans les quinze jours suivant sa réception par le maître d'ouvrage ou, au plus tard, le jour du dépôt de la demande de permis de construire ou d'aménager ou de la déclaration préalable. Dans le cas où une étude de sol a été réalisée, le maître d'ouvrage la transmet à l'Agence régionale de santé si elle en fait la demande"

Constats :

L'inspection a constaté que la société SCI JL IMMO avait réalisé des opérations d'excavation de terre, de création de plateforme sur des zones qui étaient enherbées. La société a également prévu de nouvelle activité au droit de l'ancien bâtiment.

Bien que le type d'usage projeté soit identique au type d'usage antérieur, les travaux réalisés et prévus viennent modifier le schéma, dit conceptuel, prévu au 5° de l'article R. 556-2 par rapport à celui utilisé dans le mémoire du plan de gestion n°A83840/A d'avril 2016 complété par le rapport A85143/A de juillet 2016, émis dans le cadre du dossier de cessation d'activité de la société CALDIC.

Par conséquent, il y a changement d'usage, au sens de l'article L. 556-1 du Code de l'environnement.

NON CONFORMITÉ :

La société SCI JL IMMO en tant que maître d'ouvrage n'a pas défini les mesures de gestion de la

pollution des sols et les actions à mettre en œuvre afin d'assurer la compatibilité entre l'état des sols et la protection de la sécurité, de la santé ou de la salubrité publiques, l'agriculture et l'environnement au regard du nouvel usage projeté, en application de l'article L 556-1.

La société SCI JL IMMO n'a pas transmis l'attestation réalisée par un bureau d'étude certifié dans le domaine des sites et sols pollués ou équivalent au service instructeur de la déclaration préalable.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

Planche photographique associée à la visite d'inspection

N°1 : Gestion des déchets amiantés



20241203_140825_plaque_amiante



20241203_141048_plaque_amiante



20241203_141211_plaque_amiante



20241203_141544_plaque_amiante



20241203_141550_plaque_amiante



20241203_141553_plaque_amiante



20241203_141557_plaque_amiante



N°2 : Gestion des bétons du bâtiment démolis



20201022_100815_Présence_bâtiment



20241203_143549_absence_batiment